

L'OCCIDENT DANS LA COMPÉTITION MULTIPOLAIRE

Hubert Vedrine

L'Occident dans la compétition multipolaire

J'essaierai d'insérer notre discussion dans un cadre géopolitique, parce que, quand on parle économie, il y a toujours une tendance à l'abstraction ou aux généralisations euphémistiques sur l'économie mondiale. Moi je vois surtout de la compétition, et d'abord de la compétition multipolaire. Beaucoup de temps a été perdu, vingt à trente ans, entre le début du basculement géopolitique, le début de la vraie émergence de la Chine, en gros, quand Deng Xiaoping a fixé la ligne qui est toujours la ligne de la Chine – qui va le rester longtemps – fondée sur le maintien du contrôle politique et la libération des énergies économiques, vers 1979, et la crise. Nous, Occidentaux, avons passé beaucoup de temps à rêvasser à une communauté internationale, au triomphe de l'économie globale de marché (dérégulée), à la fin de l'histoire, à toutes sortes de songes sympathiques mais peu effectifs. Nous avons mis un certain temps à réaliser que le monde multipolaire était une compétition multipolaire qui pouvait tourner à la bagarre multipolaire pour des raisons de pénurie mais qui peut aussi tourner à la coopération. Pendant des années nous avons aussi salivé sur les marchés émergents. Ils existaient, mais ils annonçaient des puissances émergentes. Maintenant, on ne peut pas donc changer d'analyse chaque année uniquement parce qu'il y a une réunion chaque année à Aix. Pour moi donc le fait majeur, reste que les Occidentaux ont perdu le monopole qu'ils ont exercé dans l'histoire du monde – Alain Juppé y a déjà fait allusion – durant deux, trois, on pourrait même dire quatre ou cinq siècles si on additionne l'histoire des Européens et Américains. C'est la première fois depuis que le monde a été unifié qu'il n'est pas contrôlé exclusivement par les Occidentaux et leurs relais directs. Cela va avoir des conséquences gigantesques! Nous ne sommes qu'au début du commencement des conséquences économiques, stratégiques, philosophiques, conceptuelles, des conséquences sur les normes, sur les priorités, sur les valeurs, sur la capacité à fixer l'agenda. C'est un bouleversement. Par exemple le simple fait que le Brésil et la Turquie osent avoir une position sur l'Iran – ce qui ne règle d'ailleurs pas pour autant la question iranienne – est extraordinaire... mais n'est qu'un début. C'est l'équivalent en géopolitique de l'apparition d'entreprises globales géantes chinoises, turques, brésiliennes ou autres, alors que pendant longtemps «entreprise globale» était synonyme d'entreprise occidentale. Nous ne sommes donc qu'au début du commencement de ce renversement. Il faut en être conscient. Pour un vrai débat franco-allemand En ce qui concerne l'Europe, la priorité est l'instauration d'un vrai débat franco-allemand. Je ne parle pas de contacts constants, qui existent mais semblent vains et stériles. Je parle d'un vrai débat franco-allemand sur les divergences. Il faut arrêter de perdre du temps avec des jérémiades nostalgiques sur le «couple» franco-allemand hors sujet depuis la réunification allemande. Il est évident en revanche que nous devons reconstituer une compréhension franco-allemande suffisante pour trouver la synthèse entre la politique d'austérité stricte voulue par l'Allemagne, qui donne l'impression de ne pas avoir de vision européenne d'avenir sauf les sanctions dans une zone euro purement disciplinaire. Il faut trouver un compromis entre cette position et les arguments relayés par Obama avant le G20, arguments relayés par beaucoup d'économistes, y compris en Allemagne, et je ne parle pas d'un compromis politique boiteux, qui admettrait que l'Europe doit effectivement passer par une phase d'austérité, avant de retrouver une croissance saine. Cette combinaison, comment la trouver sans la volonté politique d'y parvenir? Elle est actuellement incertaine, le cadre n'est pas assez favorable d'autant qu'il y a en plus désaccord France-Allemagne sur ce que devrait être la gouvernance économique de la zone euro, ce qui serait fondamental pour retrouver un effet de levier. Je dis bien il ne s'agit pas de se contenter de slogans du type «Croissance durable; post-bulle; mieux régulée et de trouver les éléments d'une vraie nouvelle croissance durable. Pour «l'écologisation» de l'économie et de la société Je ne suis pas économiste, je vous parle de façon plus généraliste. Je constate qu'avant la crise, la prise de conscience écologique montait de façon régulière tout en notant, au passage, que le monde écologique et médiatique a eu bien tort de se concentrer presque exclusivement sur la seule question climatique, comme si cela épuisait toutes les questions de l'écologie. En conséquence de quoi la controverse scientifique réelle, qui se poursuit quoiqu'on dise, qui a démoralisé beaucoup de gens. Cela aurait pu être évité. Pour moi, il y a une seule réponse possible à toutes les questions posées sur la nouvelle croissance, elle est très simple, c'est «l'écologisation» de tout, terme que j'essaie de promouvoir. Il y en a pour dix, vingt, trente ans. «L'écologisation» est indispensable, que ce soit du fait du climat – des pénuries, des conséquences sur la santé publique des pollutions, ou de l'effondrement de la biodiversité – dont tout le monde se moque parce que les êtres humains ne voient pas le lien entre la disparition des espèces menacées et la leur, alors que nous en sommes au début de la sixième extinction. Quoiqu'il en soit, il y a un problème global et menaçant qui, à mon sens, nous oblige à organiser la mutation de toutes les activités agricoles, industrielles, des déplacements et des transports, de l'habitat... et de la construction donc des modes de vie, des mentalités, et via la législation, la fiscalité, l'éducation, etc. Et bien je déplore qu'à cause de la crise, on ait régressé de plusieurs crans et qu'on ne repense l'écologie qu'en termes de contraintes. Or, à mon avis, le moteur de la croissance en Europe pour les vingt prochaines années, la compétitivité de l'avenir n'est que là. Et tout ce qui se dit sur les politiques industrielles qu'il faut rebâtir, volontarisme, innovation, formation... doit intégrer cette «écologisation». A défaut, nous ne parviendrons pas en Europe à retrouver une croissance soutenue. Je ne compare même pas avec celle des émergents, des pays démunis de tout, et dont les taux de croissance sont de l'ordre 7, 8, 9, 10, 12%. Pour moi, la seule croissance durable – intégrant par ailleurs le minimum de régulation financière réintroduit – nécessite de regrouper tous les éléments contenus dans «l'écologisation», à corriger dans les textes tout ce qui donne l'impression que c'est une contrainte ou une gêne, et à bien montrer au contraire que c'est là le moteur, l'investissement de demain. C'est dans ce domaine qu'il va nous falloir faire des bonds géants en matière d'innovation, ce que vont faire, de toute façon les émergents. Les émergents comme la Chine vont nous étonner en matière d'écologie en enjambant deux ou trois générations de technologies périmées. Les propos de Louis Gallois, cités par Alain Juppé, à propos de l'avion d'après-demain, relève exactement de cette logique. Pour moi, la réponse à votre question: «quelles nouvelles croissances?» est là. Il faut lutter contre la tendance qui consiste à dire qu'à cause de la crise, de l'angoisse du redémarrage de la croissance, dans n'importe quelles conditions, ces questions peuvent repasser au second plan. Je pense que cette «écologisation» doit rester notre priorité, que c'est à travers elle, y compris par le biais du Grand Emprunt d'ailleurs, que l'Europe peut se re-projeter comme un continent de demain et d'après-demain, qui ne retrouvera jamais sa situation dominatrice et colonisatrice ce qu'il ne faut pas regretter, mais qui sera au moins un pôle du monde multipolaire, et pas simplement un protectorat sino-américain.



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > L'Occident dans la compétition multipolaire



01/07/2010